

TOUS EN BANLIEUE ? POUR NOUS, C'EST NON !

La CGT, toujours à vos côtés !

ALERTE DEMENAGEMENTS SCHÉMA IMMOBILIER et SITE UNIQUE

Quand la DIE joue aux dominos avec les agents de l'administration centrale

L'administration a présenté ce mercredi 20 septembre aux organisations syndicales son schéma pluriannuel de stratégie immobilière (SPSI). C'est un véritable jeu de dominos qui se prépare, voire un jeu de massacre... avec à la clé **la menace d'un déménagement en banlieue et du regroupement du ministère en un site unique de Renault, Dutot, Avenue de France et Vanves.**

La direction immobilière de l'Etat (DIE) est aux manettes et impose à l'administration des normes de rationalisation financière sur les opérations immobilières absolument délirantes, **au détriment des conditions de vie et de travail des agents.**



*Matrix reloaded
 L'agent Smith officie désormais à la DIE...*

La CGT exige :

- Le maintien dans Paris de toutes les implantations
- La garantie du maintien des bureaux fixes (pas de flex office)
- Des conditions de travail dignes pour les personnels : pas d'open space, 10m² par bureau, insonorisation, etc.
- La pleine transparence sur l'ensemble des opérations (cahier des charges, sites en discussion présentés en temps réel)
- Une co-décision des implantations par les agents

JEU DE DOMINOS MODE D'EMPLOI

Détail des projets présentés par l'administration

- **Un regroupement des sites Dutot, Renault, Avenue de France et Vanves serait prévu** (+ toute la DNE, 97 compris). Ce nouveau site de 1700 agents pourrait se situer en proche banlieue (côté Sud de Paris). L'administration prospecte et se donne jusqu'en mars 2024 pour arrêter son choix d'implantation.
- **La DE s'installerait à Montreuil pour un an** (métro Saint Mandé) dans les locaux de France AgriMer avant de rejoindre le 97 à la place de la DNE
- **Le site du 103 rue de Grenelle serait rendu** et le futur bureau des contrats du SAAM s'installerait à la place du siège de l'AE au 97 qui déménage à Renault puis rejoindrait le nouveau bâtiment regroupé.
- **Comme déjà annoncé, le site Descartes devrait connaître un resserrement massif** (160 postes de travail supplémentaires doivent y être installés). De l'amiante a été trouvée dans le bâtiment Foch et **la DGRI devrait déménager pendant 14 mois porte d'Orléans** (RER cité universitaire) dans l'ancien siège de Pfizer. Le lieu de relogement du cabinet et des services attachés (BDC, Delcom) n'est pas encore connu.



SCAN ME

AG à venir, tenez vous prêts !

Des AG vont être organisées sur l'ensemble des sites concernés, si possible en intersyndicale.

Surveillez votre boîte mail pour rejoindre la mobilisation et répondez à notre questionnaire sur vos lignes rouges



Quand la DIE impose ses "nouvelles normes" à l'administration

La main mise de la DIE sur la stratégie immobilière

Le ministère ne pilote pas seul ses programmes immobiliers et a besoin de l'aval de la DIE (direction immobilière de l'Etat) pour chacune de ses opérations. Au nom des nouvelles normes de la stratégie immobilière de l'Etat, **le ministère se voit imposer un projet de regroupement de ses implantations voire un déménagement en banlieue**. Clairement **le ministère n'a pas le poids politique pour faire face à la DIE** et a perdu tous ses arbitrages immobiliers. Le ministère nous dit aujourd'hui assumer ce projet et que nos bâtiments étaient vétustes, hier il se battait pour les maintenir...

Des agents balottés en banlieue au nom de "l'optimisation budgétaire"

Le maître mot de la DIE est la **réduction des coûts immobiliers** (loyers, entretien des bâtiments). Elle impose une nouvelle réduction des surfaces de bureau et un prix du m² très bas par rapport au marché parisien avec des normes thermiques et environnementales élevées (décret tertiaire de 2019). **Les budgets intenable condamnent les administrations à passer de l'autre côté du périphérique**. **La question des conditions de travail des collègues n'est jamais prise en compte** dans l'équation et le rallongement du temps de trajet paraît n'avoir aucune importance.



Paris ou banlieue ? Rien n'est encore joué...

Dutot, Regnault, Avenue de France et Vanves dans le même bateau

Le SAAM avait obtenu en 2022 de la direction du Budget l'inscription en PLF de 40 M€ de crédits pour la rénovation de Dutot. La DIE en a décidé autrement. Elle imposerait un regroupement des sites hors implantations ministérielles historiques (Grenelle et Descartes) dans **un nouveau site unique rassemblant près de 1700 agents**. Sont concernés les sites de Dutot, Regnault, Avenue de France, Vanves et la DNE implantée au 97 rue de Grenelle. **Pour la CGT, de telles décisions ne peuvent être prises sans concertation des agents !**

Mystères, rumeurs et secrets sur la future implantation

L'administration serait en phase de prospection jusqu'en mars 2024. 2024. **Elle chercherait un site à la fois dans Paris (12e, 13e, 14e et 15e arrdt) et dans les villes de la première couronne du Sud de Paris** (Vanves, Malakoff, Montrouge, Gentilly, Kremlin-Bicêtre, Ivry). Toutes les rumeurs évoquent Bagneux : l'administration y aurait trouvé un site au pied du métro ligne 4. **Alors absence de transparence ou vrai temps de prospection ? La CGT exige la transparence complète sur l'ensemble du processus et la possibilité pour les agents de co-décider des implantations choisies.**

Nous imposer le flex office hors de question !

Le bla-bla-bla des "modes de travail agiles"

La DIE promet aussi le **flex office à tout va**, soit-disant pour répondre aux nouveaux modes de travail et à l'engouement pour le télétravail. C'est [le cœur de la circulaire Première ministre du 8 février 2023](#) que nous avons dénoncée. Foin de la novlangue, en réalité **l'enjeu est principalement d'économiser de la surface sous couvert de modernité**. Finis les 10 m² de surface utile nette par agent, l'administration raisonne avec un taux d'occupation en fonction des jours de présence. Autrement dit, sauf bonnes raisons d'organisation du travail ou équipement particulier, **l'administration nous propose de dire adieu à nos postes de travail fixes...** alors qu'elle a mis 3 ans à décliner les nouveaux textes télétravail !

Un resserrement généralisé au nom de la modernité

Au final l'administration recherche un site de 28 000 m² pour 1700 agents alors que Dutot, Regnault et Vanves représentent une surface de de 29 000 m² : c'est la surface du site de l'Avenue de France qui est économisée ! **Le resserrement envisagé est énorme et c'est une vraie dégradation des conditions de travail des agents**. L'administration a beau jeu d'écrire "qu'aucune doctrine d'aménagement des locaux n'est encore arrêtée" et que son objet est de répondre aux besoins des services et des agents, que tout sera concerté. **Matériellement, les choix opérés rendent impossibles le maintien de nos conditions de travail actuelles. C'est inacceptable !**

Location avec option d'achat - attention danger !

L'administration rend une à une les implantations dont elle était locataire. Or elle se propose non pas d'acheter tout de suite le nouveau site mais de passer par une LOA ou "location avec option d'achat", l'administration louerait pendant 3 ans, le temps de vendre les sites de Dutot et Regnault et de récupérer les fonds pour l'achat. **Autrement dit l'opération reste incertaine tant qu'elle n'est pas bouclée...** et **l'Etat préfère débours 3 ans de loyers plutôt que d'avancer les produits de cession**.

Pourquoi avoir vendu un site hyper bien situé comme Chateaudun pour se replier à Regnault et revendre le site moins de 15 ans plus tard ? Au final **l'Etat a cédé au privé des sites magnifiques** comme le 103 rue de Grenelle ou le ministère des anciens combattants rue de Bellechasse qui auraient eu le potentiel pour regrouper les agents du ministère si **l'Etat avait voulu mettre les moyens de la rénovation qu'a assumée le privé**. **La politique immobilière de l'Etat soulève des questions de fond !**



Les affaires sociales aussi victimes de la DIE

Les agents des ministères sociaux vont être eux aussi rassemblés en 2027 dans un bâtiment accueillant 2000 agents à Malakoff dans l'ancien siège de l'INSEE intégralement reconstruit.

Source : rapport DIE 2022

Les raisons du départ selon l'administration

- Dutot : une passoire thermique trop chère à rénover
- Regnault : un site trop compliqué à entretenir et pas aux normes thermiques
- Avenue de France : le bail arrive à échéance en 2024 et le loyer serait exorbitant

Derrière les arguments écologiques, les motivations sont purement économiques... et rien sur les conditions de travail des agents !

Un axe de recherche au Sud de Paris

Le périmètre de prospection serait les 12-13-14-15e arrdt ou la banlieue Sud en première couronne ou reliée à Paris par le métro. Le SAAM aurait mené une étude sur les adresses personnelles des agents. Il en ressortirait que **la majorité des collègues habitent au sud de paris (axe RER B)**. Le ministère aurait dès lors refusé toute implantation du côté de la Défense ou du Nord de Paris. **Info ou intox ?**





Comme Neo, arrêtons les balles !

AG à venir, tenez vous prêts !

Des AG vont être organisées sur l'ensemble des sites concernés, si possible en intersyndicale.

Surveillez votre boîte mail pour rejoindre la mobilisation !



SCAN ME

Questionnaire en ligne

Répondez à **notre questionnaire sur vos besoins et lignes rouges** pour mieux faire face à l'administration

Ne nous laissons pas faire !

Les annonces de l'administration sont extrêmement dures mais la résignation ne doit pas nous gagner. **Il existe toujours des marges de manœuvre pour obtenir une révision du projet et remettre la question des conditions de travail au centre des débats.**

L'administration veut mener une réflexion de fond sur l'organisation du travail et l'aménagement des espaces de travail : **faisons la démonstration que nos activités et nos missions nécessitent des locaux dignes.** Répétons que **nous ne sommes pas dupes des discours sur les pseudos évolutions des modes de travail !**

Tous et toutes concerné-e-s !

Dutot, Regnault, Avenue de France, Vanves, 97 rue de Grenelle, 103 rue de Grenelle, Descartes : la liste est longue des sites concernés. **Mais ce mouvement vous concerne même si vous avez la chance d'y échapper aujourd'hui.** La politique de rationalisation des implantations immobilières va continuer à faire rage et la volonté de généraliser le flex.

Au 97 rue de Grenelle, la DE va occuper à près de 100 agents les locaux de la DNE qui ne compte aujourd'hui que 60 agents. **Autrement dit ça ne rentre pas... sauf si on généralise le flex !**

Les expériences de "modernisation" des implantation de travail se multiplient à bas bruit sans concertation des représentants des personnels : déploiement du flex office pour l'équipe d'appui au secrétaire général au 110 rue de Grenelle, expérimentation (ratée) dans un bureau à la DGESCO au 4e étage du 107... **Et demain, à qui le tour ?**

La CGT revendique :

- Le maintien dans Paris de toutes les implantations
- La garantie du maintien des bureaux fixes (pas de flex office)
- Des conditions de travail dignes pour les personnels : pas d'open space, 10m² par bureau, insonorisation, etc.
- La pleine transparence sur l'ensemble des opérations (cahier des charges, sites en discussion présentés en temps réel)
- Une co-décision des implantations par les agents



Fonction publique
UTILITE PUBLIQUE

Nos priorités

Sens du travail

Conditions de travail

Salaires et carrière

Nous contacter : 06.65.63.00.42
cgteducation.syndicat-ac@education.gouv.fr

Tous et toutes mobilisé-e-s !

Toutes nos infos : www.cgteducac.fr

@cgteducac

@cgteducac

CGT Educ administration centrale